



**DECISION N°090/16/ARMP/CRD DU 25 MARS 2016
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE LA PROCEDURE
RELATIVE A LA SÉLECTION D'UN CABINET EN VUE DE LA RÉALISATION DES
ÉTUDES DU PLAN DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT ET DE L'ÉLABORATION D'UN
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES POUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET
DES EAUX PLUVIALES DU PÔLE DE DIAMNIADIO ET DE LAC ROSE DE DAKAR,
LANCE PAR L'ONAS.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

Vu la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006, notamment en son article 30 ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

Vu le décret n° 2014-11212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu le recours de la société TRANSECOR Sarl en date du 18 mars 2016 ;

Vu la quittance de consignation du 17 mars 2016 ;

Après avoir entendu le rapport de Madame Khadijetou DIA LY, Contrôleur de Gestion, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président ; Messieurs Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente délibération fondée sur la recevabilité du recours ;

Par lettre du 18 mars 2016, reçue le même jour et enregistrée au Secrétariat du CRD sous le numéro 086/16, la société TRANSECOR Sarl a saisi le CRD pour contester l'attribution provisoire du marché relatif à la sélection d'un cabinet pour la réalisation des études du plan directeur d'assainissement et de l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales du pôle de Diamniadio et de Lac Rose de Dakar.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 89 et 90 du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché public doit préalablement à tout recours contentieux, saisir l'autorité contractante d'un recours gracieux dans un délai de cinq (5) jours francs et ouvrés à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à la concurrence, puis, le cas échéant, le CRD dans les trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrables imparti à l'autorité contractante pour répondre ;

Considérant qu'il résulte des faits invoqués, que suite à la publication dans le quotidien « le Soleil » du 10 mars 2016, de l'attribution provisoire du marché susvisé à la société SONED Afrique, la société TRANSECOR Sarl a saisi l'ONAS d'un recours gracieux par lettre du 11 mars 2016, reçue le 14 mars 2016 ;

Qu'en l'absence de réponse de l'autorité contractante à l'expiration du délai qui lui était imparti pour répondre, soit au plus tard le 16 mars 2016, la société TRANSECOR Sarl a introduit auprès du CRD un recours contentieux, reçue le 18 mars 2016 susvisée ;

Considérant que le recours a été introduit dans les délais prescrits par les articles 89 et 90 du Code des Marchés publics et que le requérant a satisfait à l'obligation de consignation, il doit être déclaré recevable ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare recevable le recours de la société TRANSECOR Sarl ;
- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché portant sur la sélection d'un cabinet pour la réalisation des études du plan directeur d'assainissement et de l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales du pôle de Diamniadio et de Lac Rose de Dakar, jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP ;
- 3) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à la société TRANSECOR Sarl, l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) ainsi qu'à la Direction Centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site des marchés publics.

Le Président
Mademba GUEYE

